



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 1302

Texte de la question

POLITIQUE DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Olivier Dassault, pour le groupe Les Républicains.

M. Olivier Dassault. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, avoir un emploi est une fierté, un facteur de cohésion sociale et d'épanouissement, pas seulement un revenu. Alors, lorsque le chômage frappe, après le choc, la colère, la peur, le besoin de retrouver rapidement une nouvelle activité professionnelle surgit. J'ai ainsi une pensée pour les 317 salariés de l'usine Froneri de Beauvais qui perdront bientôt leur emploi, suite à la fermeture de leur usine.

Bien sûr, perfuser un outil de production condamné à disparaître du fait de son obsolescence ou de son manque de compétitivité, dans l'espoir d'en prolonger la vie, n'est pas la solution. Mais compenser cette disparition en accompagnant, en soutenant, en aidant les salariés, relève de notre devoir dans un monde en proie à tant d'incertitudes.

Je souhaite que nous puissions compter sur l'action du Gouvernement dans cette douloureuse épreuve parce qu'il n'est pas évident, dans la France de 2018, que traverser la rue suffise pour retrouver un emploi. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)* Comme bien des collègues sur ces bancs, je rencontre et je reçois chaque semaine des témoignages de jeunes qui n'arrivent pas à accéder à une profession, à obtenir un contrat d'apprentissage ou un stage, malgré leurs efforts. Comment y remédier ? Que préconisez-vous ?

Nous traversons un bouleversement que les autres pays européens sont en train de résoudre. Pendant que la France reste à 9,2 % de chômage, nos voisins sont en moyenne à 6,8 % – 4 % au Royaume-Uni, 3,4 % en Allemagne. Il nous manque encore de puissants leviers : plus d'incitation, plus d'esprit d'équipe, l'attractivité économique.

Vous avez entre les mains, monsieur le ministre, les moyens de donner un nouveau souffle à l'emploi. Oh, je sais bien, vous me répondrez que vous avez déjà entendu cette histoire. Je répliquerai que le temps est venu de faire l'Histoire. Quelle est celle que vous allez écrire pour imaginer notre futur ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Fabien Di Filippo. Et du désastre économique !

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie et des finances.* L'Histoire que nous voulons écrire ensemble, avec tous ceux qui le souhaitent ici, au-delà de cette majorité, est celle de la reconquête industrielle française. Je sais

que par votre engagement, celui de votre groupe, Génération entreprise-entrepreneurs associés, dont font partie des députés de tous les bancs, vous vous associez à cette volonté de reconquête industrielle française.

Reconquérir, c'est ne pas oublier ceux qui sont dans la difficulté. C'est vrai, chez vous, dans l'Oise, et la députée Agnès Thill, m'a également interrogée à propos de l'entreprise Froneri, en pleine restructuration. Nous accompagnerons les salariés et j'ai demandé à mes services à ce qu'ils réfléchissent à une revitalisation industrielle du site.

C'est vrai pour le site d'Ascoval, dans le Nord. La secrétaire d'État, Agnès Pannier, a rencontré hier les salariés, les élus locaux. Dans les prochains jours, nous poursuivrons le combat pour trouver une solution en faveur des salariés. J'ai annoncé ce matin que l'État était prêt à mettre sur le site d'Ascoval un euro d'argent public pour un euro d'argent privé investi.

M. Fabien Roussel.

M. Bruno Le Maire, ministre . Ce sera vrai pour le site Ford à Blanquefort. Je salue l'esprit de responsabilité des salariés puisque tous les salariés de Blanquefort ont reconnu que la reprise par Punch était une bonne solution. Je souhaite qu'à présent Ford donne son feu vert, car c'est la seule perspective d'emploi pour ce site industriel sur le long terme.

Au-delà de ces mesures, l'esprit de conquête, c'est baisser la fiscalité sur le capital comme nous l'avons fait, pour que les entreprises industrielles puissent investir davantage et moderniser leur outil de production. C'est le lancement du crédit impôt recherche et son maintien sur le long terme. C'est le fonds pour l'innovation de rupture, afin que notre nation demeure une grande puissance technologique. Le nom que vous portez, monsieur le député, témoigne que lorsqu'une nation détient la souveraineté technologique, elle récolte le succès industriel.

Je vous remercie pour votre engagement et je souhaite que d'autres, dans ce groupe, nous rejoignent pour se lancer avec nous dans la reconquête de l'industrie française et des emplois qui s'ensuivent. (Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)

Données clés

Auteur : [M. Olivier Dassault](#)

Circonscription : Oise (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1302

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 octobre 2018](#)